



Porté par



Financé par



Problématique générale

Les échanges effectués entre Bruxellois sont très dépendants de l'euro, car ils sont la plupart du temps réalisés à l'aide de la monnaie officielle.

Durant 3 années, (E)Change Bruxelles a exploré le potentiel de résilience de systèmes d'échange alternatifs à l'euro dans le cas d'une perte de confiance brutale ou modérée dans notre monnaie officielle.

Questions de recherche autour de l'intégration au niveau régional

Le concept de résilience renvoie à différentes notions qui vont de la résistance des matériaux à la persistance des écosystèmes, et, avec l'apport des sciences sociales, à l'idée de cycles adaptatifs (Gunderson and Holling, 2002 ; Holling 1973; Lhomme et al. 2010). Dans le cadre du projet, la résilience est comprise dans le sens de « la capacité à fonctionner en mode dégradé, et les capacités de remise en service des composants perturbés » (Lhomme et al., 2010, p. 494). Depuis les années 50, cette notion de résilience est apparue dans les recherches sur les écosystèmes et s'intéresse à l'amplitude des changements apportés par des perturbations, ainsi qu'aux dynamiques de récupération après les chocs (Elton, 1958, Lavorel, 2001). La résilience croise d'autres concepts, comme celui de stabilité d'un système et implique aussi une notion de temps : certaines fonctionnalités du système pourront être rapidement récupérées, tandis que, pour d'autres, il faudra plus de temps.

La diversité et la redondance jouent un rôle important dans le maintien du fonctionnement des systèmes à long terme (Low et al., 2003). Or, le fait de développer plusieurs monnaies citoyennes à plus petite échelle ou, au contraire, de les intégrer en un seul système étendu à l'ensemble de Bruxelles n'est pas sans conséquences sur ces notions de diversité et de redondance, ni par ailleurs sur celle de l'efficacité du système.

Est-il dès lors préférable de répliquer beaucoup de petits systèmes indépendants ou, au contraire, d'intégrer, voire de fusionner les initiatives dans des systèmes de plus grande envergure ? Si les initiatives sont développées à petite échelle et de manière relativement indépendante, cela permettrait d'augmenter la redondance et, comme tous les systèmes n'auraient pas exactement les mêmes caractéristiques, d'augmenter également la diversité. De plus, si une initiative a un problème et disparaît, cela affecterait moins les autres initiatives.

A l'autre extrême, si les initiatives fusionnent, cela pourrait améliorer les choses en matière de dynamique, taille critique, etc. Par contre, cela impacte la diversité et crée une plus grande fragilité en cas de problème (tous les systèmes sont affectés). Entre l'intégration pure et simple et le développement de systèmes indépendants, il existe également tout un espace d'exploration pour voir jusqu'à quel niveau il est souhaitable de s'intégrer.

Et si on intègre complètement les systèmes au niveau régional, comment réaliser cette intégration, quelles sont les logiques qui la sous-tendent et quel sera son impact sur le rôle des locales ? Ces questions sont en effet essentielles pour la résilience du système lui-même.

La méthode et les co-chercheurs

Au sein du projet (E)change Bruxelles, les living labs se sont d'abord structurés par commune pour leur première phase d'exploration, ce qui peut s'apparenter au développement de petits systèmes de manière relativement indépendante. Les enjeux de confiance et de création de liens, ainsi qu'un sentiment d'appartenance à leur quartier semblent avoir guidé ce choix qui, de fait, a procuré au niveau de chaque locale une autonomie dans leur vision, leur imaginaire de ce projet.

Cependant, à un stade plus avancé du projet, il a semblé logique pour de nombreux co-chercheurs de s'intégrer avec les autres living labs pour former un projet commun sur la Région bruxelloise. Comme toutes les locales ont décidé de s'intégrer, il n'y a donc pas eu la possibilité de comparer systèmes indépendants et intégrés. Ce sont donc les questions des logiques qui ont mené à cette intégration, ainsi que du 'comment faire' qui ont été explorées.

L'intégration régionale a été explorée par les citoyens engagés dans la création de la Zinne au sein de la plateforme inter monnaies qui regroupait les différentes locales, avec des allers-retours vers les locales. Les citoyens se sont rencontrés environ une fois par mois.

Cette exploration a impliqué :

- d'élaborer une manière de décider avec des citoyens d'autres communes et, de ce fait, moins connus au départ (nécessité de recréer du capital social) ;
- de se mettre d'accord sur la question de la charte, élément important de traduction des valeurs portées par le projet ;
- de décider d'une architecture monétaire (y compris l'affectation de la réserve de contrepartie), élément important d'opérationnalisation des valeurs et de traduction du système dans le réel ;
- de s'accorder sur le périmètre de la monnaie, élément important pour la circulation et le bassin de vie ;
- de s'interroger sur l'identité de la monnaie (nom, design des billets,...), élément important pour prendre une série de décisions pour traduire le système dans le réel (périmètre, identité de la monnaie, architecture monétaire) ;
- de poser les balises pour accepter ou ne pas accepter les partenaires du projet, élément important d'opérationnalisation des valeurs et de traduction du système dans le réel ;
- de démarcher des commerçants pour développer le nombre de partenaires ;
- de créer une structure juridique commune.

Dans l'optique d'une analyse de cette expérimentation, nous avons mobilisé l'observation participante, l'analyse des PV de réunions, ainsi que la réalisation et l'analyse d'interviews prises à différents moments du projet. Parallèlement, nous avons mobilisé des cadres théoriques

portant sur le développement des 'Grassroots Innovations', terme dont nous essayons de rendre le sens avec l'expression 'innovation citoyenne' en français.

Résultats

Dans un premier temps, les citoyens se sont auto-organisés par commune (rôle fort du lien micro-social, nécessité de réduire la taille du groupe pour le lien humain et la confiance, autonomie plus forte par rapport au projet)

Dans un deuxième temps, les citoyens ont exploré la possibilité d'intégrer les initiatives. Etant donné que le projet était à un stade plus avancé, il a notamment davantage été tenu compte :

- de réalités de terrain (expérience de démarchage de prestataires, etc.)
- de contraintes (bassin de vie – taille critique, logique d'efficacité pour des ressources citoyennes limitées, économie d'échelle, respect du cadre légal)

On retrouve également dans les interviews une logique de pragmatisme et d'efficacité par rapport à cette décision d'intégrer les systèmes, ainsi que l'idée générale de renforcer la solidité et la fiabilité de chacun.

Le 'comment faire' pour cette intégration n'allait cependant pas sans poser question. En effet, comme les projets s'étaient, au départ, développés dans les locales, il y avait des stades d'avancement différents sur des questions comme la rédaction de la charte, par exemple, ou de l'architecture monétaire ou de la structure juridique.

De plus, alors que le premier point de discussion portait sur la charte, le besoin de se mettre d'accord sur le mode de décision a rapidement pris l'avant-plan de la première réunion. Alors que l'adoption d'un mode de décision par consentement (« est-ce que je peux vivre avec cela ? ») avec recours à la discussion et finalement au vote (en cas de besoin et à majorité spéciale) semble convenir à tous, c'est surtout le rôle des locales qui pose question. En effet, les citoyens venus assister à la plateforme ne se sentent pas forcément légitimes pour prendre les décisions au nom de leur locale. Un point soulevé est que les gens changent, en locale comme ceux qui viennent en plateforme. De plus, les groupes sont informels, alors que le fait de créer une structure juridique, par exemple, rend les choses formelles. Le niveau de prise de décision supplémentaire amené par les assemblées en plateforme régionale pose donc un problème structurel pour la prise de décision dans des groupes de citoyens bénévoles et organisés, de manière informelle, en locale.

Suite à cela, au niveau de la plateforme inter monnaies, dans un premier temps, le groupe propose que:

- 1- la plateforme travaille à des propositions
- 2- chacun revient avec ces propositions auprès de la locale
- 3- la locale peut émettre des objections
- 4- ces objections seront discutées à la plateforme

Cependant, afin de limiter le nombre d'allers et retours, et donc le temps nécessaire pour arriver à des décisions, il est également proposé que l'ODJ de la plateforme soit établi à l'avance et que les locales puissent en prendre connaissance et puissent émettre des objections ou avis au préalable. Idéalement, deux personnes de la locale devraient représenter la monnaie à la

Fiche thématique – L'intégration au niveau régional

plateforme et il est également souhaité qu'une personne vienne à deux réunions consécutives, afin de garder le fil. Chaque locale s'organise comme elle le souhaite pour nommer les personnes qui viennent à la plateforme.

L'autoréflexivité sur la manière de prendre les décisions, ainsi que le fait de consigner les aspects relatifs à la gouvernance dans les PV permettent également une co-validation et une co-évaluation par le groupe.

Pour revenir à la question de la charte commune, il s'agit là d'un élément essentiel pour les co-chercheurs car touchant aux valeurs, touchant à ce 'pour quoi' ils désirent mettre en place ces systèmes d'échange alternatifs à l'euro. Même si les citoyens semblent s'accorder sur les grandes lignes, il existe des différences de vue entre les locales, par exemple sur la question de l'autonomie de gestion des prestataires, certains étant beaucoup plus stricts sur cette notion que d'autres. Ces différences peuvent avoir des conséquences directes sur les critères d'admission des prestataires, notamment, dans le cas de l'autonomie de gestion, en ce qui concerne les franchisés par exemple.

Un autre point important portait sur le fait d'écrire une charte détaillée ou qui soit, au contraire, 'l'esprit du projet' sans rentrer dans les détails.

La solution proposée sera de définir une charte régionale avec les principes de base, tout en laissant aux locales la possibilité de décliner ces principes. Cette solution peut donc s'apparenter à la recherche d'un dénominateur commun pour résoudre les divergences de vue, tout en laissant une marge pour qu'il ne s'agisse pas d'un renoncement pour les groupes.

Cependant, au final, le cadre légal ne permettra pas de décliner les chartes en local et la charte sera donc la même pour toutes les locales de la Zinne.

Si la charte fournit un ensemble de grandes lignes directrices, il reste néanmoins beaucoup de décisions à prendre pour traduire le projet dans le concret (voir fiche sur l'opérationnalisation des valeurs).

Les citoyens vont, ensuite, assez rapidement évoluer sur une série de décisions (architecture monétaire, périmètre, nom et design du billet, structure juridique commune, etc.) en favorisant à nouveau le consensus sur un dénominateur commun, tout en se préservant la possibilité de décliner en locale. Cependant, cette possibilité de déclinaison en locale ne sera pas utilisée par la suite.

Ces décisions ont été prises dans un temps relativement court et ont abouti au lancement de la Zinne environ un an après la première réunion inter monnaies. Cependant, certaines questions, dont celle des critères de sélection des prestataires n'avaient pas été explorées en profondeur et les discussions à ce propos se sont poursuivies et intensifiées par la suite.

Discussion

Sur la question de l'élaboration de systèmes indépendants et de l'intégration, il est intéressant de constater que les citoyens ont expérimenté d'abord le premier puis le second mécanisme. Comme nous le rappelle la littérature sur la résilience et la diversité appliquées au contexte de nos institutions et sociétés, la diversité et la redondance sont des aspects importants de la

résilience. Cependant, « la présence de trop d'alternatives peut décroître l'efficacité à cause du coût que cela représente de maintenir ces alternatives ¹ » (Norberg et al., 2008, p. 46).

Les auteurs poursuivent en soulignant que les coûts liés à ces alternatives seront souvent considérés comme superflus dans une logique de maximisation des profits à court terme et dans une logique d'un futur stable ou prédictible.

Il en va bien évidemment autrement dans ce cas-ci. En effet, un des objectifs de l'introduction de la Zinne est, justement, d'introduire de la diversité dans les moyens d'échange à Bruxelles. Et cette création de diversité a, effectivement, un coût. Ce coût est supporté dans sa quasi-intégralité par les volontaires qui donnent de leur temps et de leurs compétences pour que le projet puisse voir le jour. De plus, le projet ne s'inscrit pas dans une logique de futur stable ou prédictible, puisqu'il intègre, dans une certaine mesure, la possibilité de chocs sur l'euro.

Cependant, même au niveau citoyen et dans une logique d'introduction de diversité, on retrouve la nécessité de prendre en compte les moyens limités des citoyens, ainsi que les diverses contraintes autour du projet et les aspects d'efficacité et de pragmatisme. Cette intégration de la Zinne peut donc se concevoir comme une façon de réconcilier introduction de diversité et efficacité.

Au niveau du 'comment faire', les citoyens ont privilégié le consensus. En effet, l'importance « d'avancer ensemble », « de trouver des solutions ensemble », etc. revient souvent dans les interviews. De fait, les décisions pour le projet ont été basées sur les 'dénominateurs communs' aux citoyens. Mais cela ne va pas sans poser question. Un exemple intéressant est l'architecture monétaire : un consensus a rapidement été atteint sur la question de l'architecture monétaire, mais, par la suite, une demande a émergé pour remettre en question l'architecture proposée. Cette situation a bien mis en évidence une tension entre une vision plus idéaliste de ceux qui demandaient de rouvrir le débat, basée sur des valeurs de remise en question de la société par rapport à une vision plus pragmatique notamment de ceux qui avaient fait du démarchage auprès des commerçants et qui connaissaient leurs contraintes.

Un autre exemple est l'élaboration de la charte. Comment cette charte se compare-t-elle avec les valeurs initiales qui ont décidé les citoyens à se lancer dans l'aventure d'une monnaie locale à Bruxelles ? Les réponses des citoyens interviewés sont positives et ils se retrouvent bien dans les valeurs posées dans la charte. Les objectifs et valeurs de la charte sont cependant ensuite à traduire dans des critères pour sélectionner les prestataires. Ce processus implique de quitter les principes et d'entrer dans le concret d'un accord ou d'un refus pour un prestataire donné. Les divergences de points de vue et d'interprétation des citoyens ainsi que les spécificités que peuvent avoir certaines locales (priorité sur les aspects sociaux ou environnementaux, par exemple) semblent alors se raviver.

En effet, dans cette configuration d'intégration qui a été choisie pour la Zinne, le rôle des locales peut encore être questionné. Après un mouvement important de mise en commun pour arriver à prendre des décisions et poser les choix nécessaires au lancement de la Zinne, l'exploration des critères de sélection des prestataires pourrait amorcer un mouvement vers les locales.

¹ Traduit de l'anglais

Fiche thématique – L'intégration au niveau régional

Car, et cela revient souvent dans les interviews, les citoyens ont bien conscience des différences qui existent entre les réalités de terrains, et parfois même les priorités au niveau des valeurs entre les différentes communes. Jusqu'où ira ce retour vers les locales ? A ce stade de clôture de la recherche, c'est encore trop tôt pour répondre à cette question, mais les discussions autour des critères de sélection joueront sans doute un rôle important dans la définition des pôles moteurs de la Zinne.

Recommandations

La prise en compte des ressources disponibles et des contraintes est une étape importante dans la réalisation d'un projet de monnaie citoyenne comme la Zinne.

Il est possible d'avoir plusieurs niveaux de décision et d'action comme dans la Zinne, ce qui pourrait permettre d'allier efficacité et une certaine forme de diversité. Par contre, cela implique de définir les niveaux d'intégration et d'autonomie de chacun.

Un cadre commun général peut être un moteur important pour concrétiser un projet de monnaie citoyenne mais ne garantit pas une compréhension partagée dans des questions plus concrètes et pratiques comme la définition des critères de sélection par exemple.

Bibliographie

- Elton C.S., 1958. The ecology of invasions by animals and plants London: Methuen and Co.
- Gunderson, L.H., Holling, C.S. 2002. Panarchy: understanding transformations in human and natural systems. Washington DC, Island Press, 508p.
- Holling, C.S. 1973. Resilience and stability of ecological systems, *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, n° 1, pp. 1-23.
- Lavorel, S., 1999. Ecological diversity and resilience of Mediterranean vegetation to disturbance. *Diversity and Distributions*, 5, 3–13. <https://doi.org/10.1046/j.1472-4642.1999.00033.x>
- Lhomme S., Serre D., Diab Y., Laganier R. 2010. Les réseaux techniques face aux inondations, ou comment définir des indicateurs de performance de ces réseaux pour évaluer la résilience urbaine (Urban networks and floods : how to define performance indicators to evaluate urban resilience). In: Bulletin de l'Association de géographes français, 87e année, 2010-4. Les grandes métropoles au risque de l'eau, mise en risque et résilience spatiale au Nord et au Sud. pp. 487-502. doi : 10.3406/bagf.2010.8193. http://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2010_num_87_4_8193
- Low, B., Ostrom, E., Simon, C., Wilson, J., 2003. Redundancy and diversity: do they influence optimal management?, in: Navigating Social-Ecological Systems: Building Resilience for Complexity and Change, Edited by Berkes, F; Colding, J.; Folke, C., Cambridge University Press.
- Norberg, J., Wilson, J., Walker, B., Ostrom, E., 2008. Diversity and resilience of social-ecological systems, in: Complexity Theory for a Sustainable Future, Edited by Norberg, J.; Cumming G.S. Columbia University Press.